

Publications périodiques

Comptes annuels

AGCO FINANCE SAS

Société par actions simplifiée au capital de 4 724 400 euros.

Siège social : 41 avenue Blaise Pascal 60000 Beauvais.

388 432 023 RCS Beauvais

Comptes annuels au 31 décembre 2018.

Approuvés par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 2019.

I. — Bilan et hors bilan.

(En milliers d'euros.)

ACTIF	31/12/2018	31/12/2017
Caisse, banques centrales, C.C.P.	0	0
Créances sur les établissements de crédit	22 442	23 224
Opérations avec la clientèle	952 302	897 892
Crédit-bail et location avec option d'achat	510 860	450 346
Location simple	8 753	7 545
Immobilisations incorporelles	0	8
Immobilisations corporelles	35	55
Autres actifs	18 622	6 840
Comptes de régularisation	6	6
TOTAL DE L'ACTIF	1 513 019	1 385 915

PASSIF	31/12/2018	31/12/2017
Dettes envers les établissements de crédit	20 775	3 095
Opérations avec clientèle	1 347 934	1 232 580
Autres passifs	11 316	25 207
Comptes de régularisation	30 304	28 284
Provisions	1 925	1 710
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	5 692	5 424
Capitaux propres hors FRBG	95 072	89 615
Capital souscrit	4 724	4 724
Réserves	2	2
Report à nouveau	79 889	71 277
Résultat de l'exercice	10 457	13 613
TOTAL DU PASSIF	1 513 019	1 385 915

Hors bilan	31/12/2018	31/12/2017
ENGAGEMENTS DONNES		
Engagements de financement	140 347	96 312
Engagements de garantie		
Engagements sur titres		
ENGAGEMENTS RECUS		
Engagements de financement		
Engagements de garantie	177 558	173 026
Engagements sur titres		

II. — Compte de résultat.

(En milliers d'euros.)

	31/12/2018	31/12/2017
+ Intérêts et produits assimilés	21 046	23 354
- Intérêts et charges assimilés	6 800	7 829
+ produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	241 395	223 809
- charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	236 148	217 170
+ produits sur opérat. de location simple	2 975	2 052
- charges sur opérations de location simple	5 357	4 103
+ Commissions (produits)	0	0
- Commissions (charges)	38	29
+ Autres produits d'exploitation bancaire	4 003	3 579
- Autres charges d'exploitation bancaire	0	25
PRODUIT NET BANCAIRE	21 053	23 637
- Charges générales d'exploitation	8 929	8 745
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immo. incorp. et corp.	32	27
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	12 092	14 865
+/- Coût du risque	- 877	- 457
RESULTAT D'EXPLOITATION	11 215	14 409
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	11 215	14 409
+/- Résultat exceptionnel	- 131	- 132
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	- 627	- 664
RESULTAT NET	10 457	13 613

III. — Annexe aux comptes sociaux.

(En milliers d'euros.)

Affiliation de la société et présentation de l'activité

AGCO FINANCE S.A.S., société de financement, au capital de 4.724.400 €, est issue de l'association entre AGCO Distribution S.A.S. (49 %) et De Lage Landen Leasing S.A.S. (51 %).

Selon les statuts, AGCO FINANCE S.A.S. peut effectuer les opérations suivantes :

- Crédit à court et moyen terme,
- Crédit-bail mobilier et à titre accessoire crédit-bail immobilier,
- Location simple, location financière et location longue durée,
- Achat et vente à terme différé,
- Financement de stocks.

Les opérations actuelles sont :

- Crédit à court et moyen terme,
- Crédit-bail mobilier,
- Location simple, location financière et location longue durée,
- Financement de stocks.

Note 1 : Principes et méthodes comptables

A - Présentation des états financiers

Les comptes annuels de la société AGCO FINANCE S.A.S. sont établis conformément aux dispositions de la législation française et aux pratiques comptables généralement admises en France applicables aux établissements de crédit. Ils sont notamment conformes, dans leur publication, aux états publiables définis par le règlement ANC 2014-07 du 27 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices

B - Commissions

Le règlement n° 2009-03 du 3 décembre 2009 abrogé et repris dans le règlement 2014-07 de l'autorité des normes comptables, s'applique à la société AGCO FINANCE S.A.S.

Comme précisé dans le règlement, entrent dans le champ d'application du présent règlement les commissions reçues ainsi que les coûts marginaux de transaction supportés à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours. Le règlement concerne également la comptabilisation des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction liés aux opérations de crédit-bail ou à toute opération de location assortie d'une option d'achat.

La société a retenu comme principe de comptabilisation la méthode alternative. Les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction sont étalés sur la durée de vie effective du contrat de crédit-bail ou du contrat de prêt de manière linéaire.

En application du règlement, les coûts marginaux refacturés sont exclus du mécanisme d'étalement.

Les différents types de commissions perçues et versées sont les suivantes :

- Les frais d'activation ;
- Les chèques cadeaux versés aux vendeurs des concessions.

C - Biens donnés en location

Conformément à l'annexe II de l'instruction de la Commission Bancaire n° 90-01 du 1^{er} avril 1990, AGCO FINANCE S.A.S. inscrit à l'actif de son bilan social les immobilisations dont elle est propriétaire et qu'elle donne en location.

Les dispositions concernant les règlements CRC 2002-10 relatifs à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, et le règlement CRC 2004-06 abrogés et repris dans le règlement 2014-07 de l'ANC relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs sont entrés en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005. Toutefois, pour les sociétés réalisant des opérations de crédit-bail ou de location avec option d'achat et assimilées, les règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06 mentionnés ci-dessus ont été exclus du champs d'application.

Ces immobilisations font l'objet de dotations aux amortissements calculées selon les règles comptables et fiscales de droit commun pour la détermination du résultat social.

L'amortissement qui concourt à la valeur nette comptable des immobilisations est calculé, matériel par matériel, en fonction de leur durée normale d'utilisation.

Les amortissements sont calculés selon la méthode dégressive.

D - Réserve latente

La réserve latente positive, avant impact de la fiscalité, est égale à la différence entre l'encours financier des matériels et leur valeur nette comptable. Elle s'élève à 118 484 K€ au 31/12/2018 contre 102 614 K€ fin 2017.

E - Créances

Le montant des créances douteuses s'élève à 21 376 K€ au 31/12/2018 dont 11 738 K€ classées en créances douteuses compromises.

Les créances et crédits à la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

Les dépréciations sont constituées en fonction des risques et calculées individuellement.

Le montant des créances douteuses passées en perte sur l'année 2018 s'élève à 1 071 K€.

E.1- Encours sains

Il s'agit des encours non porteurs de risque de crédit avéré y compris les encours restructurés avec un classement dans une sous catégorie pour les encours restructurés à des conditions hors marché.

E.2- Encours douteux

La comptabilisation des encours en créances douteuses s'effectue en application du règlement n° 2014-07 du comité de l'Autorité des Normes Comptables relatifs au traitement comptable du risque de crédit.

Il s'agit des encours pour lesquels sont constatés :

- Des impayés de plus de 3 mois pour l'équipement.
- Une situation financière dégradée même en l'absence d'impayé.
- Une procédure contentieuse.

Les intérêts sur encours douteux sont comptabilisés conformément aux termes du contrat.

E.3- Encours douteux compromis

Il s'agit des encours pour lesquels :

- La déchéance du terme ou la résiliation du contrat a été prononcée.
- La dépréciation est obligatoire compte tenu du caractère irrécouvrable de la créance.
- Un passage en perte est envisageable.

Par ailleurs, sont classés en encours douteux compromis :

- Les encours douteux qui après un retour en encours sain ne respectent pas les nouvelles échéances fixées et présentent un risque élevé de perte.
- Les encours restructurés présentant de nouvelles défaillances et un risque élevé de perte.

Les intérêts sur encours douteux compromis ne sont pas comptabilisés.

E.4- Revue mensuelle des contreparties et dépréciations

Une revue mensuelle des risques avérés est effectuée par le département contentieux afin de déterminer :

- Le reclassement en encours sain dans le cas d'une reprise régulière des paiements pendant une période significative ou d'un retour à une situation financière saine n'entraînant plus un risque de non recouvrement.
- Le maintien en encours douteux si la situation de la contrepartie est identique à celle ayant entraîné le classement en encours douteux.
- Le déclassement en douteux compromis lorsque le caractère irrécouvrable de la créance est confirmé.

Cette revue est aussi l'occasion d'ajuster le niveau des dépréciations en fonction de l'estimation, dossier par dossier, des chances de récupération compte tenu de la situation et des perspectives de la contrepartie, de la valeur estimée des garanties, de l'état des procédures en cours et de la valorisation de l'actif.

La dépréciation vient en déduction des encours correspondants, elle ne peut être inférieure aux intérêts enregistrés et non encaissés.

F - Provisions

Les provisions sont établies et présentées conformément aux dispositions du règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables.

G - Emprunts et dettes avec les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes et emprunts envers les établissements de crédit et auprès de la clientèle financière sont présentés selon leur nature et selon leur durée initiale. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées auprès de la clientèle financière.

Note 2 : Commentaires sur les comptes au 31 décembre 2018**A - Commentaires sur le bilan (Actif)****A1 - Créances sur établissements de crédit et sur la clientèle (en K€)**

Nature	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	TOTAL 2018	TOTAL 2017
Caisse, Banque Centrale, C.C.P.	0						0	0
Compte ordinaire débiteur	7 191						7 191	4 477
Créances rattachées sur opérations de trésorerie	0						0	0
Valeurs non imputées	15 247						15 247	18 743
Prêts avec la clientèle financière	0	1 272	5 582	22 760	147 944	0	177 558	173 026
Crédit à l'équipement durée < 1 an	233 443	2	481	903	0	0	234 829	165 754
Crédit à l'équipement durée > 1 an	16 102	23 188	49 460	77 009	330 458	37 648	533 865	550 133
Créances rattachées sur opérations avec la clientèle	505	0					505	550
Créances douteuses brutes	310	255	1 558	811	5 163	116	8 214	11 232
Dépréciation sur créances douteuses							- 3 813	- 4 050
TOTAL A1	272 798	24 717	57 081	101 482	483 566	37 764	973 596	919 865

Les prêts à l'équipement accordés au cours de l'exercice s'élèvent à 1 189 112 K€, les remboursements obtenus sont de 1 125 026 K€.

A2 - Crédit-bail et location avec option d'achat, location simple (en K€)

Les matériels neufs financés en crédit-bail ou location sont de marque Massey Ferguson, Fendt, Valtra ou des matériels non concurrentiels aux marques.

Ils sont amortis selon le mode dégressif.

L'amortissement pratiqué à la clôture d'un exercice est égal à l'amortissement linéaire cumulé, augmenté d'un complément d'amortissement compris entre le minimum linéaire et le maximum dégressif.

Depuis le 1^{er} janvier 2001, les taux d'amortissement retenus sont les suivants :

- Tracteurs 15 %

Le coefficient appliqué aux biens ci-dessus est de 2.25.

Les biens d'occasion sont amortis en linéaire sur 4 ans.

Valeurs brutes	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Crédit-bail et location avec option d'achat	995 294	294 313	180 419	1 109 189
Location simple	14 809	6 945	6 562	15 192
TOTAL	1 010 103	301 259	186 981	1 124 381

Amortissements	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Crédit-bail et location avec option d'achat	547 479	196 127	140 572	603 034
Location simple	7 511	3 259	4 290	6 480
TOTAL	554 989	199 386	144 862	609 514

Valeurs nettes des immobilisations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Crédit-bail et location avec option d'achat	447 816	98 186	39 846	506 156
Location simple	7 298	3 687	2 273	8 712
TOTAL	455 114	101 873	42 119	514 868

	2018	2017
Immobilisations en cours	3 044	559
Créances rattachées sur opérations de crédit bail et location	745	808
Créances douteuses brutes	13 162	12 689
Dépréciation sur créances douteuses	12 206	11 278
Créances douteuses nettes	955	1 411
TOTAL A2	519 612	457 891

Le montant des créances douteuses compromises est égal à 11 738 K€.

A2 bis - Tableau de variations des dépréciations inscrites à l'actif du bilan (en K€)

Nature	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Dépréciation sur créances à la clientèle	4 050	1 491	1 729	3 813
Dépréciation sur concours crédit-bail	11 278	928		12 207
Dépréciation sur comptes clients	15 329	2 419	1 729	16 019

A3 - Immobilisations incorporelles et corporelles (en K€)

Types d'immobilisations	Durée
Logiciel	1 an
Installations - Agencements	10 ans
Matériel de bureau	5 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	4 ans
Matériel de transport	4 ans

Les immobilisations propres s'amortissent selon un mode linéaire.

Valeurs brutes	A la clôture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisation incorporelle	0	0	0	0
Logiciels	110	1	0	111
Agencements installations	2	0	0	2
Matériel de bureau	12	0	0	12
Mobilier de bureau	46	0	0	46
Matériel informatique	120	2	0	122
Matériel de transport	0	0	0	0
TOTAL VALEURS BRUTES	289	4	0	293

Amortissements	A la clôture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Logiciels	102	9	0	111
Agencements installations	0	0	0	1
Matériel de bureau	8	1	0	9
Mobilier de bureau	39	1	0	40
Matériel informatique	76	20	0	97
TOTAL AMORTISSEMENTS	226	32	0	258
VALEURS NETTES COMPTABLES	63	- 28	0	35

A4 - Autres actifs (en K€)

Le poste "autres actifs" se compose de créances à moins d'un an :

	2018	2017
- Personnel et comptes rattachés	49	15
- Autres créances diverses	18 622	6 767
- Taxes	63	1
- Interco	222	57
TOTAL	18 953	6 840

Le montant des autres créances diverses est principalement composé de comptes d'attente sur prêts (prêts en instance de réalisation).

A5 - Compte de régularisation (en K€)

	2018	2017
- Autres régularisations	6	6
TOTAL	6	6

B - Commentaires sur le bilan (Passif)**B1 - Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (en K€)**

Nature	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	TOTAL 2018	TOTAL 2017
Solde créditeur de banque	20 776						20 776	3 095
Total : Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	20 776	0	0	0	0	0	20 776	3 095

B1 bis - Emprunts auprès de la clientèle financière (en K€)

Nature	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	TOTAL 2018	TOTAL 2017
Emprunts auprès de la clientèle financière	132 544	153 197	71 329	148 949	751 675	90 143	1 347 836	1 232 497
Intérêts courus	98						98	83
Total : Emprunts auprès de la clientèle financière	132 642	153 197	71 329	148 949	751 675	90 143	1 347 934	1 232 580

Les emprunts ont été souscrits pour 1 236 670 K€ au cours de l'exercice et remboursés pour 862 868 K€ pour la même période.

Le poste emprunts auprès de la clientèle financière correspond au reclassement des emprunts conclus avec la société De Lage Landen Ireland Co, centrale de trésorerie du groupe qui étaient auparavant intégrés au poste emprunts et dettes auprès des établissements de crédit en opérations avec la clientèle (emprunts auprès de la clientèle financière).

B2 - Autres passifs et compte de régularisation (en K€)

	A moins d'un an	
	2018	2017
Fournisseurs et comptes rattachés	20 536	25 914
Personnel et compte rattachés	1 663	1 734
Sécurité sociale et autres organismes	163	170
Taxe sur la valeur ajoutée	3 895	4 201
Autres impôts et taxes	69	66
Dettes sur immobilisations	0	0
Produits constatés d'avance	27 861	25 143
Autres créditeurs divers (groupe)	- 12 568	- 3 737
TOTAL B2	41 620	53 491

Le poste compte de régularisation est principalement formé des produits constatés d'avance qui correspondent au prorata des loyers imputables sur l'exercice suivant.

B3 - Fonds pour risques bancaires généraux (en K€)

Le fonds pour risques bancaires généraux est calculé par application d'un pourcentage sur l'encours financier.

Nature	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
F.R.B.G.	5 424	267	0	5 692

B4 - Provisions (en K€)

Nature	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions pour risques	1 710	216		1 925

La provision constituée représente le risque lié sur l'activité de financement de stock en 2018. La provision a augmenté de 216 K€ en lien avec l'augmentation de l'encours.

B5 - Capitaux propres (en K€)

AGCO FINANCE S.A.S. avait procédé à une diminution de capital liée au passage à l'euro en constituant une réserve indisponible de 2 K€.

Le capital social est ainsi composé de 310.000 parts de 15.24 € chacune. La variation des capitaux propres s'analyse comme suit :

	A l'ouverture	Affectation		A la clôture
		Résultat 2017	Résultat 2018	
Capital social	4 724			4 724
Réserve indisponible	2			2
Report à nouveau	71 277	13 613	- 5 000	79 889
Résultat	13 613	- 13 613	10 457	10 457
Total des capitaux propres	89 615	0	5 457	95 072

L'Assemblée Générale extraordinaire du 21 décembre 2018 a approuvé la distribution de réserve de 5 millions d'euros.

La projection d'affectation du résultat de l'année 2018 sera imputée, comme les années précédentes, en report à nouveau (minoré de la distribution anticipée).

B6 - Eléments concernant les entreprises liées (en K€)

Rubriques	Montant total concernant les entreprises liées	DE LAGE LANDEN LEASING S.A.S.	DE LAGE LANDEN	DE LAGE LANDEN	AGCO S.A.	AGCO DISTRIBUTION SAS	ATHLON
		France	Hollande	Irlande		France	France
Dettes auprès de la clientèle financière	1 347 846	0		1 347 846		0	
Autres dettes	320			98	222		
Créances	177 558			177 558			0

C - Commentaires sur le hors bilan (en K€)

Nature	A l'ouverture	A la clôture
Engagements de financement donnés	96 312	140 347
Engagements de garantie reçus	173 026	177 558

Engagements de financement donnés :

Ce montant de 140 347 K€ correspond aux engagements de financement en faveur de la clientèle.

Engagements de garanties reçues :

Ce montant de 177 558 K€ correspond à la garantie de De Lage Landen International BV au titre du remplacement des fonds propres d'AGCO Finance S.A.S. auprès de De Lage Landen Ireland. Cette garantie permet à AGCO Finance S.A.S. de mobiliser tout ou partie de ses fonds propres placés à De Lage Landen International BV.

D - Commentaires sur le compte de résultat**D1 - Produit Net Bancaire (en K€)**

	2018	2017
Produits d'intérêt		
- Opérations avec les établissements de crédit	3	0
- Opérations avec la clientèle	21 043	23 354
- Opérations sur obligations ou autres titres à revenu fixe	0	0
- Autres opérations	0	0
Charges d'intérêt		
- Opérations avec les établissements de crédit	0	0
- Opérations avec la clientèle	6 800	7 829
- Opérations sur obligations ou autres titres à revenu fixe	0	0
- Autres opérations	0	0

Produits sur opérations de crédit bail et de location simple		
- Crédit-bail ⁽¹⁾	241 395	223 809
- Location	2 975	2 052
Charges sur opérations de crédit bail et de location simple		
- Crédit-bail	236 148	217 170
- Location	5 357	4 103
Commissions		
- Produits de commissions	0	0
- Charges de commissions	38	29
- Gain sur portefeuille de placement et assimilés	0	0
- Pertes sur opérations de négociation	0	0
Autres produits et charges d'exploitation bancaire		
- Autres produits ⁽²⁾	4 003	3 579
- Autres charges	24	25
PRODUIT NET BANCAIRE	21 052	23 637

(1) Y compris dotations et reprises aux provisions sur créances douteuses

(2) Ce poste est composé des facturations concernant l'Assurance Décès Invalidité et les frais de dossiers.

Le produit net bancaire a diminué de 10,94 % en 2018 par rapport à 2017 pour atteindre un montant de 21 052 K€ contre 23 637 K€ en 2017.

D2 - Charges générales d'exploitation (en K€)

	2018	2017
Charges de personnel		
- Salaires et traitements	2 788	2 675
- Charges sociales	1 396	1 341
Autres frais administratifs		
- Impôts et taxes	1 049	1 145
- Services extérieurs (1)	3 695	3 584
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	8 929	8 745

(1) dont honoraires des Commissaires aux comptes :

	2018	2017
<i>Commissariat aux comptes, Certification, Examen des comptes individuels</i>		
<i>PWC Audit</i>	50	50
<i>RSM Paris</i>	13	13
<i>Travaux complémentaires (Au titre de l'exercice 2017 payé sur 2018)</i>		
<i>PWC Audit</i>	5	0
<i>RSM Paris</i>	0	0
<i>Services Autres que la Certification des Comptes ("SACC")</i>		
<i>PWC Audit</i>	0	0
<i>RSM Paris</i>	0	0
TOTAL (HT)	68	63

D3 – Amortissements

	2018	2017
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles	32	27
TOTAL	32	27

D4 - Coût du risque

	2018	2017
Coût du risque*	877	457
TOTAL	877	457
<i>*Détail coût du risque</i>		
<i>Dotations aux provisions sur créances douteuses</i>	2 390	5 236
<i>Reprises de provisions sur créances douteuses</i>	- 1 513	- 4 779
<i>Passage en perte ou profit sur créances irrécouvrables</i>	0	0
Total	877	457

D5 - Fonds pour risques bancaires généraux

	2018	2017
Dotations au fonds pour risques bancaires généraux	627	664
TOTAL	627	664

D6 - Charges exceptionnelles

	2018	2017
Charges exceptionnelles	131	134
TOTAL	131	134

D7 - Produits exceptionnels

	2018	2017
Produits exceptionnels	0	1
TOTAL	0	1

Les charges exceptionnelles sont principalement composées de frais liés à des contentieux (131 K€ en 2018 contre 134 k€ en 2017).

E - Autres informations**E1 - Effectif**

L'effectif moyen d'AGCO Finance S.A.S. est de 51,17 au 31/12/2018.

E2 - Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas produite car sa mention conduirait à indiquer indirectement une rémunération individuelle.

E3 - Fiscalité

AGCO FINANCE S.A.S. a opté pour le régime de l'impôt sur les sociétés

E4 - Provision sur engagements de retraite

La provision sur engagement de retraite est de 26 K€ au 31/12/2018.

Elle a été constituée à compter de l'exercice 2005.

Le provisionnement des engagements de retraite est calculé par personne en tenant compte de :

- Pour chaque individu : date de naissance / date d'entrée dans la société / date de début de cotisation / probabilité de décès / rémunération / durée de cotisation pour obtenir une retraite à taux plein = 172 trimestres.

- Pour la société : taux de rotation des effectifs / taux de croissance annuel des salaires / taux d'indemnité.

E5 - Compte personnel à la formation

Dans le cadre de la réforme de la formation professionnelle 2015, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2015, plusieurs nouveaux dispositifs ont été instaurés, en application de la loi n° 2015-288 du 5 mars 2015 relative à la formation professionnelle. Le droit individuel à la formation institué par la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 a donc laissé place au compte personnel de formation. Quant au crédit d'heures acquis au titre du DIF, il n'est pas perdu, il viendra se verser dès le 1^{er} janvier 2015 au CPF et pourra être mobilisé pendant 5 ans.

Au 01/01/2019, le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis et non exercés est de 7 899 heures.

E6 - Evénements post clôture

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 mars 2019 a approuvé la cession des parts détenues par De Lage Landen Leasing S.A.S. à De Lage Landen Europe Participation B.V.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 avril 2019 a approuvé la transformation de la Société en société par action simplifiée (SAS). Par ailleurs, la société a opté préalablement à l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés.

IV. — Affectation du résultat.

Le Président propose d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018 de la manière suivante :

Résultat de l'exercice	10 457 307 €
Augmenté du report à nouveau des exercices antérieurs	79 889 227 €
Ce qui porte le montant à affecter comme suit :	90 346 534 €
– au titre du report à nouveau	90 346 534 €

En conséquence, l'assemblée après avoir délibéré sur cette proposition, a décidé à l'unanimité, d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018 de la manière suivante :

Résultat de l'exercice	10 457 307 €
Augmenté du report à nouveau des exercices antérieurs	79 889 227 €
Ce qui porte le montant à affecter comme suit :	90 346 534 €
– au titre du report à nouveau	90 346 534 €

V. — Extrait du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société AGCO FINANCE SA.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur les principes comptables appliqués et les estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne :

Principes comptables appliqués

Les notes I.C. et I.D. de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives aux opérations de location simple, location financière et de longue durée.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables présentées ci-dessus et des informations fournies dans les notes annexes et nous sommes assurés de leur correcte application.

Estimations significatives retenues

Votre société constate des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérent à ses activités selon les modalités décrites dans la note I.E. de l'annexe.

Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif à l'identification et au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture par des dépréciations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la

capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 22 mai 2019

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Laurent Tavernier
Associé

RSM PARIS
Sebastien Martineau
Associé

VI. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au Tribunal de Commerce de Beauvais.